

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

La coopération gabono-saoudienne évoquée au palais

C'ÉTAIT à l'occasion de l'audience que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a accordée à un émissaire du roi Salman Ben Abdelaziz Al-Saoud, en la personne de Ahmed A. Kattan, par ailleurs conseiller au cabinet royal. Ce dernier était porteur d'un message de son souverain au numéro un gabonais.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

PORTEUR d'un message du roi d'Arabie saoudite, serviteur des deux saintes mosquées, Salman Ben Abdelaziz Al-Saoud, au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, Salman A. Kattan, conseiller au cabinet royal, a été reçu au palais de la présidence de la République, hier.

Au cours de cette audience, le numéro un gabonais et son

hôte ont fait un tour d'horizon de la coopération bilatérale et multisectorielle entre le Gabon et l'Arabie saoudite. Ils ont essentiellement abordé le volet relatif aux opportunités d'investissements dans les domaines prioritaires pour l'Etat gabonais. Occasion également pour Salman A. Kattan d'exprimer les remerciements des autorités de son pays à l'endroit du Gabon, pour le soutien apporté à la candidature du royaume d'Arabie saoudite qui abritera l'Expo-



Une phase de l'audience que le chef de l'État a accordée à l'émissaire du roi d'Arabie saoudite

sition universelle de Ryad en 2030. De même qu'il a informé le président Ali Bongo Ondimba de la tenue, au mois d'octobre 2023, du "1er Sommet Arabie Saoudite-Afrique" et du "5ème Sommet Afrique-Monde Arabe". Les objectifs affichés pour ces

deux Rencontres au plus haut niveau étant d'examiner l'état de la coopération entre le royaume d'Arabie saoudite et les Etats africains, en vue de nouer un partenariat stratégique dans un cadre bilatéral et multilatéral, et examiner les multiples op-

portunités d'investissements et d'affaires de part et d'autre. A noter qu'au terme de leur entretien, Salman A. Kattan a réitéré ses remerciements aux autorités gabonaises pour l'accueil chaleureux réservé à sa délégation.

Suppression de l'enveloppe accolée : l'UDIS invite à "taire les passions"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

L'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), par la voix de son porte-parole, Jo Dioumy Mou-bassango, a tenu hier, à son siège dénommé "la maison du citoyen", sa conférence hebdomadaire. D'entrée, le porte-voix de l'écurie politique d'Hervé, Patrick Opian-gah est revenu sur la descente des leaders de la plateforme "Alternance 2023" au Palais Omar Bongo Ondimba, siège du Sénat. "Ces derniers jours, nous observons un regain de tensions et de crispations dans le champ politique. Cette atmosphère délétère, qui découle de joutes oratoires musclées entre hommes et femmes politiques de premier plan, de l'opposition, de la majorité et de la société civile, ne renvoie pas la meilleure image de la politique et de la démocratie gabonaise", pense-t-il.

D'où, selon lui, la "radicalisation des positions des partisans de chaque bord". L'orateur d'indiquer : "L'UDIS dans son rôle républicain, appelle à la retenue, à la sagesse et à l'humilité. Ces notions qui font partie de nos valeurs traditionnelles doivent porter les échanges entre les



Le porte-parole de l'UDIS livrant la position de sa chapelette.

acteurs politiques du Gabon. Il en va de la décrispation et de l'apaisement du débat politique et de la stabilité de notre pays". La modification de la loi électorale a figuré en bonne place dans ledit point de presse. "Aucune loi n'interdit formellement, la modification du Code électoral en année électorale, sur demande du Centre gabonais des élections (CGE), du gouvernement et des deux Chambres du Parlement. Ce qui est interdit par les dispositions de la loi, est de procéder à un redécoupage électoral en pleine année électorale", déclare-t-il.

Non sans ajouter : "Si tel avait été le cas, le Gabon notre pays serait tombé sous le coup d'un renvoi de la date de la tenue des élections générales, à plus d'une année".

Élections générales : le gouvernement aux côtés de la HAC

J.K.M
Libreville/ Gabon

L'E Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est entretenu hier, à l'Immeuble du 2-Décembre, avec le nouveau collège des conseillers membres de la Haute autorité de la communication (HAC), nommés en Conseil des ministres le 3 juillet dernier. De fait, dans la perspective des élections générales du 26 août prochain, le chef du gouvernement a réaffirmé à ses hôtes toute la disponibilité de son équipe afin de leur permettre de mener à bien leurs missions. Tout en leur transmettant les félicitations du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, pour leur nomination.

Cette disponibilité du gouvernement vient à point nommé en même temps qu'elle ôte de l'esprit des conseillers membres un certain nombre d'appréhensions. D'autant plus que leur président, Germain Ngoyo Moussavou, a fait état au locataire de l'Immeuble du 2-Décembre, d'un certain nombre de



Phase de la rencontre entre le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nzé, et le collège des conseillers membres de la HAC.

difficultés auxquelles fait face l'organe dont il a la charge à quelques semaines de la tenue des élections présidentielle, législatives et locales dans notre pays.

Notamment l'absence "des moyens logistiques et des kits de survie appropriés" afin de permettre aux différentes équipes de journalistes qui seront déployées sur le terrain de couvrir, en toute impartialité et neutralité, sur toute l'étendue du territoire national, les activités des différents candidats à ces scrutins, pleinement, conven-

ablement et efficacement. Une tâche qui s'avère importante à plus d'un titre. Tant elle comporte une dimension pédagogique et démocratique indéniable. D'autant plus qu'elle consiste aussi à veiller, a-t-il fait valoir, à l'égal accès de tous les candidats aux médias publics avec un même temps d'audience.

À noter que le chef du gouvernement a, par la suite, reçu les membres du bureau du Centre gabonais des élections (CGE). Nous y reviendrons.